

Options stratégiques en matière de délais de sortie de l'électronucléaire en France - Précisions terminologiques

MCG pour CF du 11/11/07

Sortie « immédiate »

Elle est difficile à mettre en oeuvre aujourd'hui, où elle se confondrait en pratique avec une « **sortie en urgence** » (pour cause d'incident générique ou d'état d'urgence nécessitant l'arrêt en catastrophe, avec rationnements d'électricité et coupures importantes, de tout ou partie des réacteurs), scénario qui n'est hélas pas exclu et auquel mieux vaut de toute façon se préparer.

Ses défenseurs historiques sont le Comité Stop Nogent, créé en 1986 (juste après Tchernobyl) autour des Belbeoch, deux physiciens nucléaires. Pour eux, les effets d'un accident majeur sont trop graves et trop irréversibles - sur le plan de la survie de l'humanité, mais aussi en matière de libertés publiques - pour que ce soit tolérable.

A l'époque (il y a 20 ans), il y avait moins de réacteurs nucléaires en service. Sortir de l'électronucléaire du jour au lendemain ou presque était donc concevable, pour peu qu'on utilise à plein, dans un premier temps, le potentiel thermique à flamme existant (centrales à fioul, au charbon, au gaz).

Suite à Tchernobyl, EDF faisait alors profil bas sur l'argument CO2 (largement utilisé auparavant pour contrer des taxations sur les pollutions radioactives et chimiques, qui auraient été défavorables au nucléaire).

Aujourd'hui... la section charbon propre des bureaux d'études d'EDF a été démantelée, la plupart des mines de charbon françaises ont été noyées, la majorité des centrales thermiques à flamme ont été arrêtées ou mises sous cocon et seraient difficiles à remettre en service du jour au lendemain (en raison d'une politique très délibérée de l'Etat / EDF pour nous enfoncer de façon aussi irréversible que possible dans l'électronucléaire).

Bref, une sortie vraiment « immédiate » sans rationnements drastiques ni dangers graves devient assez délicate à gérer et relève plutôt de l'état d'urgence militaire ou de la catastrophe climatique locale majeure.

NB : Beaucoup ont ironisé sur le fait qu'ils sont « depuis 20 ans » pour une sortie « immédiate ». A quoi l'on peut opposer que d'autres, majoritaires et censément plus raisonnables, sont depuis 20 ans et plus pour « une sortie progressive » ou une « décision immédiate de sortie » sans que cela ait empêché la mise en service d'un nombre croissant de réacteurs et de multiples essais nucléaires (sous Mitterand en particulier). En douceur ou pas, on attend toujours le début de la sortie, et très habilement, Chirac, depuis son élection en 2001, a réussi à décaler durablement l'essentiel du débat de « sortie ou non » à... « relance ou non ».

Sortie « progressive » ou « en douceur » (NégaWatt, etc.) : 25 à 30 ans... ou plus

Les tenants d'une substitution du nucléaire et du charbon par les renouvelables ont proposé des scénarios alternatifs, plus ou moins techniques et plus ou moins pluridisciplinaires, depuis au moins le début des années 70 (voir par exemple <http://resosol.org/Gazette/1978/19p08.html> sur le projet Alter).

Ceci pour récuser la construction de centrales à charbon local - type Golfch, projet à l'époque défendu par la CFDT - puis pour que les réacteurs nucléaires prévus à la place des grosses centrales à charbon ne soient pas non plus construits. Chaque fois en vain.

Après les scénarios Détente de l'INESTENE (1994), celui de l'association NégaWatt (qui regroupe essentiellement des ingénieurs issus de grandes écoles), est le plus connu et le plus emblématique.

Les horizons de sortie proposés sont de 25 ans à 30 ans (échéance choisie par les Verts - adeptes jusqu'au début des années 90 d'une sortie en un septennat - depuis le choix de la stratégie d'alliance avec le PS).

Ces délais peuvent sembler plus réalistes sur le plan technique... mais méconnaissent les délais de responsabilité politique effective et ont surtout eu pour effet de reporter la question d'une « sortie » à plus tard. Problème : dès lors qu'on refuse la construction de nouveaux réacteurs... cela revient à entériner de facto le très périlleux principe de l'allongement de la durée d'exploitation des réacteurs existants jusqu'à 40 ans, voire plus... ce qui fait bien l'affaire d'EDF et de l'Etat français.

A noter que le scénario NégaWatt est un scénario d'efficacité énergétique... et non de sortie du nucléaire. Il n'est de surcroît pas dans le « domaine public », et vise exclusivement les « décideurs ». Bref, à la limite, la démarche NégaWatt peut parfaitement s'inscrire dans une logique de complémentarité avec le nucléaire...

et de fait, certains pronucléaires (et vendeurs de renouvelables) s'en sont emparés dans cette optique.

« Décision immédiate » de sortie

C'est la position de compromis retenue (il y a dix ans) dans la Charte du Réseau Sortir du nucléaire, lequel visait précisément à fédérer un maximum d'antinucléaires de toutes provenances et toutes sensibilités associatives ou politiques pour constituer un « front uni ».

Les « considérants » de la Charte restent, hélas, d'une actualité absolue.

Mais au bout de dix ans, vu la déconfiture des Verts et la relance symbolique du nucléaire via les miracles de la « fusion », force est de constater que les perspectives politiques d'obtenir en France une telle « décision immédiate » de sortie se sont plutôt éloignées que rapprochées.

Or pendant ce temps-là... nos réacteurs n'ont pas rajeuni et la « privatisation » est passée par là : dans les centrales, même les cégétistes reconnaissent désormais ne plus avoir les moyens d'assurer vraiment la sûreté.

De surcroît, l'expérience allemande (Atomkonsens, signé en juin 2000 ; limitant la durée d'exploitation, ou plutôt la quantité d'électricité produite par les 19 réacteurs nucléaires indigènes, en échange de substantiels avantages financiers pour les exploitants... mais seulement 2 réacteurs fermés depuis, dont un qui devait l'être de toute façon, une usine d'enrichissement d'uranium dont les capacités sont augmentées, et une participation importante de Siemens à la construction de l'EPR...) montre qu'on peut fort bien « décider de sortir » tout en s'abstenant en pratique de le faire, alors même qu'on développe abondamment les renouvelables.

Sorties en 5 ans ou en 10 ans

Ce sont les échéances examinées dans la dernière étude que vient de publier le Réseau Sortir du nucléaire. A noter que ce travail sur des possibilités de sortie à échéance courte, s'autorisant si nécessaire à s'affranchir du dogme du « à confort égal », était réclamé par la majorité des militants « de base » présents aux AG du Réseau depuis au moins 2001, et comble une carence importante.

En pratique, les scénarios proposés raisonnent à consommation d'électricité égale (mais non croissante), ce qui laisse de bonnes marges de manoeuvre si une vraie volonté de rupture dans la politique énergétique se fait jour.

Un certain nombre de « techniciens » et d'« experts » qui ont planché dessus, a priori peu favorables à ce type de délais courts (en particulier à une option à 5 ans) et sceptiques quant à leur faisabilité ont, au bout du compte, été surpris par l'ampleur des potentiels qu'ils trouvaient.

Le Réseau étant une fédération qui comprend des forces politiques très diversifiées, aux options idéologiques divergentes, décliner un scénario unique et sous forme de mesures politiques cohérentes était inconcevable.

En revanche, il est désormais possible d'interpeler chaque parti politique (voire chaque syndicat) pour exiger de lui :

- qu'il produise son propre programme de sortie du nucléaire en 5 et/ou 10 ans, intégré dans une politique énergétique nationale cohérente
- qu'il justifie, le cas échéant, de son refus de sortir du nucléaire, par d'autres arguments que « ce n'est malheureusement pas possible »

NB : Il s'agit de scénarios de « sortie » - et donc de transition (vers, idéalement pour nous, le « tout renouvelable »). Les surcroûts temporaires d'émissions de GES peuvent et doivent être compensés par des baisses d'émissions dans d'autres secteurs... les transports routiers notamment, ce qui suppose, bien sûr, des changements de société importants.

Mais peut-on encore réellement laisser croire qu'il serait possible de toucher au nucléaire sans rien changer au reste ?

C'est bien sur ce qu'il convient de changer et comment que le débat peut désormais porter...